

Lille, le 10 juillet 2020

Plus d'un mois et demi après la levée des mesures de confinement, la reprise d'activité dans les Hauts-de-France s'établit à -12 % du PIB à la mi-juin, un niveau traduisant des signes de reprise, qui se constatent dans tous les départements de la région avec quelques nuances. L'Oise connaît la plus forte progression de l'activité de la région sous l'effet d'un fort rattrapage dans l'industrie et les services marchands. Néanmoins, la baisse d'activité depuis début mars demeure la plus élevée des Hauts-de-France. Dans l'Aisne, la reprise est un peu moins marquée, mais la baisse d'activité depuis le début de la crise y est la plus limitée de la région. Enfin, le rebond dans les 3 autres départements se situe dans la moyenne régionale.

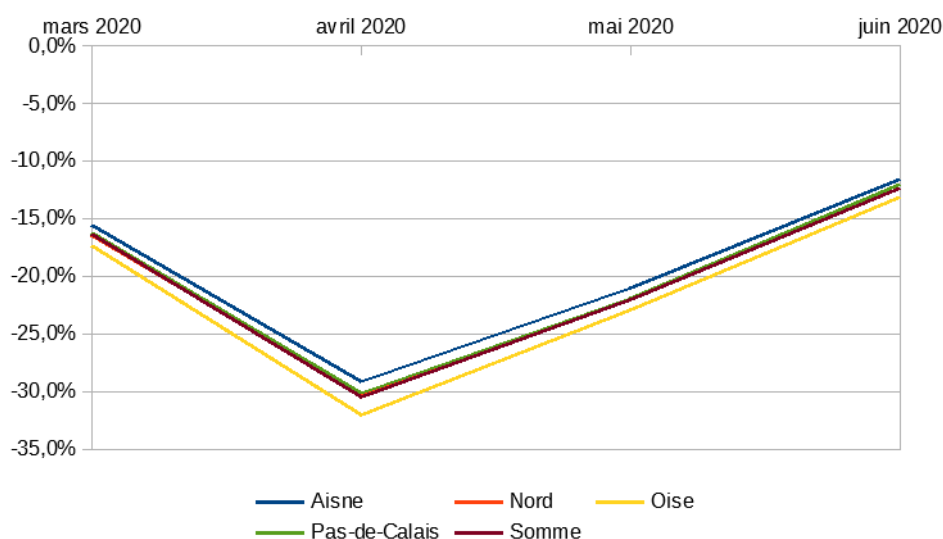
Alors que le niveau d'activité est inférieur à 12 % à la normale dans les Hauts-de-France entre le 1er mars et le 30 juin, les baisses sont plus ou moins marquées au niveau départemental. Selon la nature du tissu productif, elles varient de -13,1 % dans l'Oise à - 11,6 % dans l'Aisne. L'évolution n'a pas été linéaire, avec une forte baisse de mars à avril (-30%) puis un rebond en mai qui s'est confirmé en juin. Ainsi, la reprise d'activité est estimée entre + 17,5 % et + 19 % selon les départements de la région sur ces 2 derniers mois, affichant tous des hausses supérieures à la moyenne nationale.

Une reprise d'activité un peu plus forte dans l'Oise

Fin avril 2020, l'Oise était le département des Hauts-de-France le plus touché par la baisse d'activité. La perte d'activité isarienne était ainsi estimée à -32 % du PIB départemental, l'Oise se classait ainsi dans le premier quart des baisses d'activité les plus marquées au niveau national. Fin juin, après la levée progressive des mesures de confinement en mai, la baisse s'établit à -13,1 % (cf. figure 1) par rapport à son niveau d'avant crise, soit un rebond de 18,9 points (cf. figure 2). Il s'agit de la plus forte progression observée dans la région. Ce rattrapage s'explique par un regain d'activité dans l'industrie (+3,9 points de PIB contre +2,9 en Hauts-de-France) ainsi que dans les services marchands (+8,9 points de PIB contre +7,6 en Hauts-de-France).

Figure 1 : une reprise d'activité un peu plus rapide dans l'Oise

Évolution de la perte d'activité moyenne exprimée en % du PIB pour les mois de mars, avril, mai et juin 2020 dans les départements des Hauts-de-France



Source : Insee

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

 06 60 51 86 50  communication-hdf@insee.fr

Figure 2 : un regain d'activité de 17,6 à 18,9 points dans les départements des Hauts-de-France

Rattrapage d'activité exprimée en % de PIB entre les mois d'avril et juin 2020

Rattrapage activité avril – juin	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	Hauts-de-France
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,1%	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%
Industrie	3,1%	2,9%	3,9%	2,9%	3,5%	2,9%
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%	0,3%	0,2%
Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,4%	0,2%	0,5%	0,3%	0,3%	0,3%
Fabrication de matériels de transport	0,3%	0,6%	0,2%	0,3%	0,5%	0,3%
Fabrication d'autres produits industriels	1,9%	1,7%	2,8%	1,7%	2,2%	1,9%
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,3%	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%
Construction	1,7%	1,6%	1,7%	1,9%	1,5%	1,7%
Services princip. Marchands	6,7%	8,0%	8,9%	7,4%	7,5%	7,6%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1,8%	1,9%	2,4%	1,9%	1,8%	1,9%
Transports et entreposage	1,8%	1,7%	2,2%	1,9%	1,9%	1,8%
Hébergement et restauration	1,1%	1,3%	1,5%	1,4%	1,4%	1,3%
Information et communication	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Activités financières et d'assurance	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%
Activités immobilières	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,2%	2,1%	1,8%	1,4%	1,4%	1,7%
Autres activités de services	0,6%	0,6%	0,7%	0,5%	0,6%	0,6%
Services princip. Non marchands	5,7%	5,3%	4,3%	5,7%	5,5%	5,3%
Total	17,6%	17,9%	18,9%	18,1%	18,2%	17,8%

Note de lecture : dans l'Aisne, les services principaux marchands ont progressé de +6,7 points de PIB d'avril à juin 2020. L'activité des services marchands estimée à -12,2 % du PIB en moyenne au cours du mois d'avril s'est en effet réduite à -5,5% du PIB au cours du mois de juin 2020.

Source : Insee

Dans l'Oise, la baisse d'activité reste toutefois la plus marquée depuis le début de la crise

Malgré le rebond depuis le déconfinement, l'Oise ne rattrape pas son retard. À la fin du mois de juin, il demeure toujours le département le plus touché par la perte d'activité dans les Hauts-de-France. La reprise d'activité a été ainsi plus lente dans l'industrie, notamment dans la fabrication d'autres produits industriels (excluant les équipements électroniques, les matériels de transport) : - 1,9 % fin juin contre - 1,3 % dans les Hauts-de-France. Ce secteur compte dans l'Oise où il représente 13 % de la richesse dégagée, soit 4 points de plus que dans la région, et emploie 27 700 salariés. La reprise est également moins rapide dans les services marchands (- 7,1 % fin juin contre - 6,2 % au niveau régional) notamment dans le commerce ; le transport et l'entreposage ; l'hébergement et la restauration. Ces trois secteurs représentent 20 % de la richesse dégagée dans l'Oise contre 16 % dans la région et emploient 59 300 salariés.

Malgré un impact plus fort de la crise, l'Oise possède de nombreux atouts pour rebondir et accompagner la reprise d'activité. Territoire attractif, proche des pôles d'emplois franciliens et avec une population plus active qu'en Hauts-de-France, le département abrite des ménages aisés. Le niveau moyen de vie des habitants est ainsi supérieur à la moyenne régionale et nationale notamment dans le sud du territoire : le taux de pauvreté monétaire n'est que de 5,8 % dans la CC de l'Aire Cantilienne, plus de 8 points inférieur au niveau national.

L'activité repart dans le Pas-de-Calais et la Somme

Avec respectivement + 18,1 et + 18,2 points de gain de PIB entre le mois d'avril et le mois de juin, les départements du Pas-de-Calais et de la Somme enregistrent une dynamique de reprise très légèrement supérieure à la moyenne des Hauts-de-France (+ 17,8 points de PIB régional). En juin, le Pas-de-Calais connaît une baisse d'activité identique à celle en moyenne régionale (- 12,0 % du PIB). Le département de la Somme est sujet à une baisse d'activité légèrement plus prononcée que le niveau régional (- 12,3%). Cela s'explique principalement par le poids important des activités industrielles (19,4 % de la richesse dégagée dans la Somme contre 17,0 % dans la région) dont la reprise est moins avancée (- 2,7 % contre - 2,2 % dans les Hauts-de-France) particulièrement pour la fabrication des matériels de transport et la fabrication d'autres produits industriels.

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :



06 60 51 86 50



communication-hdf@insee.fr

Le département du Nord : une reprise dans la moyenne régionale

Avec + 17,9 points de gain d'activité entre la fin avril et fin juin, le département du Nord enregistre un rattrapage d'activité dans la moyenne des Hauts-de-France. À la fin juin, la perte d'activité y est encore de - 12,4 % depuis le début de la crise s'expliquant par une reprise plus lente dans les services marchands. C'est le cas en particulier dans les activités scientifiques et techniques (- 1,6 %, soit - 0,3 point de plus que dans la région). Dans le secteur des activités financières et d'assurance, le Nord enregistre une baisse légèrement supérieure (- 0,2 % contre - 0,1 % dans les quatre autres départements régionaux). Ces activités sont surreprésentées dans la création de richesse dans le Nord (3,7 % contre 3,3 % dans les Hauts-de-France). Le dynamisme économique et universitaire porté par la métropole européenne de Lille (MEL) devrait constituer comme lors de la crise économique de 2008, un atout pour amplifier dans les prochains mois la reprise d'activité dans le département.

Une activité qui repart un peu moins vite dans l'Aisne

Fin avril, l'Aisne était le département des Hauts-de-France le moins touché par la baisse d'activité avec une perte estimée à - 29,2 % du PIB départemental. À la fin-juin, plus d'un mois et demi après la levée progressive des mesures de confinement, la baisse estimée s'établit à - 11,6 % du PIB, soit un regain de 17,6 points depuis le début de la crise, le plus faible observé dans la région. Cette reprise un peu moins rapide s'explique par une hausse plus limitée de l'activité dans les services marchands entre la fin avril et la fin juin (+ 6,7 points de PIB contre + 7,6 dans la région), ce secteur étant par ailleurs sous-représenté dans le département (42 % de la richesse axonaise produite contre 47 % dans les Hauts-de-France).

Malgré une baisse d'activité moins marquée depuis le début de la crise, le département de l'Aisne est confronté à un cumul de fragilités sociales (chômage, pauvreté monétaire, précarité énergétique, faible niveau de formation, etc.) qui pourraient rendre la reprise d'activité plus difficile qu'ailleurs.

Encadré : Les demandeurs d'emploi ont augmenté plus rapidement dans l'Oise, département durement touché par la baisse d'activité

Les mesures de confinement sont venues stopper et inverser la dynamique de baisse continue des demandeurs d'emploi observée depuis août 2018. Entre fin février et fin mai 2020, les demandeurs d'emploi en fin de mois (cf. définitions) ont augmenté de + 5,3 % dans les Hauts-de-France, toutes catégories A, B et C confondues (cf. figure 3). Au niveau départemental, la hausse est la plus forte dans l'Oise (+ 7,0 %), en partie due à la baisse plus marquée de l'activité économique durant le confinement (- 32 % en avril). À l'inverse, dans l'Aisne, l'augmentation des demandeurs d'emploi est plus contenue (+ 3,9 %). Pour rappel, ce département est celui de la région où le niveau d'activité a le moins baissé depuis le début de la crise sanitaire.

Figure 3 : une augmentation des demandeurs d'emploi dans Nord dans la moyenne régionale

Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM), catégories A, B et C confondues à la fin des mois de février et mai 2020, évolutions en nombre et en pourcentage

CAT ABC	Nord	Pas-de-Calais	Aisne	Oise	Somme	Hauts-de-France
DEFM fin février 2020	253 730	131 030	53 630	66 320	52 290	557 000
DEFM fin mai 2020	266 600	138 200	55 740	70 970	55 050	586 560
Evolution absolue	12 870	7 170	2 110	4 650	2 760	29 560
Evolution relative	5,1%	5,5%	3,9%	7,0%	5,3%	5,3%

Source : Pôle-Emploi, Dares, STMT

Comme au niveau régional, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté tandis que ceux de catégories B et C ont diminué dans tous les départements de la région durant le confinement. Les actifs ayant exercé des activités réduites avant la mi-mars sont en effet venus gonfler les rangs des actifs n'ayant exercé aucune activité durant le confinement, signe que les mesures de distanciation sociale ont d'abord touché les travailleurs les plus précaires. Depuis le déconfinement, la dynamique s'inverse : le nombre des demandeurs d'emploi en catégorie A diminue au profit des demandeurs d'emploi en catégories B et C. L'activité économique qui redémarre permet à certains demandeurs d'emploi de reprendre une activité, même réduite. Ce constat s'observe partout en Hauts-de-France.

Notre service presse est à votre disposition pour répondre à vos questions :

 **06 60 51 86 50**  **communication-hdf@insee.fr**

Définitions

Un **chômeur au sens du BIT** est une personne de 15 ans ou plus, n'ayant pas eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence, disponible pour occuper un emploi dans les 15 jours et qui a recherché activement un emploi dans le mois précédent (ou en a trouvé un commençant dans moins de trois mois). Les chômeurs sont estimés chaque trimestre par l'Insee à travers l'enquête Emploi en Continu.

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits par Pôle Emploi se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois).

Sources et méthodes

Les secteurs économiques ont été classés selon l'intensité de la baisse d'activité estimée au niveau national. Cette classification s'est appuyée sur les éléments fournis par l'analyse de la baisse d'activité au niveau national avec l'approche du PIB et la connaissance des fermetures réglementaires. L'hypothèse a été prise de considérer que cette baisse a été uniforme sur le territoire national, les différences de productions régionales sont donc issues de la répartition sectorielle des activités. L'étude a été réalisée sur les établissements et non les entreprises. On considère donc ici le secteur de chaque établissement (APET) et non celui de l'entreprise (APEN)

